

**Nations unies - Soudan du Sud -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 16 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie M. Jean-Pierre Lacroix, M. Smaïl Chergui et Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka pour leurs exposés éclairants.

Je voudrais aujourd'hui évoquer trois sujets de préoccupation majeurs pour la France.

1 - Premièrement, la situation difficile et la souffrance des femmes au Soudan du Sud, qui restent marginalisées, et qui était au coeur de la mission conjointe que vous avez menée dans le cadre de l'agenda "femmes, paix et sécurité". Merci de l'avoir fait, c'était essentiel pour mettre en exergue cette priorité collective. C'était également un important signal de travail conjoint entre les Nations unies et l'Union africaine.

La France partage les observations que vous avez exprimées et est profondément préoccupée par la gravité des faits alarmants soulignés dans le rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles en temps de conflit qui met en lumière des centaines de cas de viols collectifs et de mutilations génitales, employés comme armes de guerre, laissant souvent des séquelles irréparables. La France condamne avec la plus grande fermeté ces actes criminels dont les femmes et les enfants, parce qu'ils sont les plus vulnérables, sont les premières victimes.

Nous demandons que les communiqués conjoints et les engagements soient pleinement mis en oeuvre, que les responsables puissent être identifiés, jugés et sanctionnés, y compris ceux qui se trouvent dans les rangs de l'armée, que la protection des femmes soit renforcée, comme les mécanismes d'enquête. La France appelle à cet égard les autorités du Soudan du Sud à renforcer les unités de police spécialisées en veillant à en garantir l'accès aux femmes. Nous soutenons les efforts de la MINUSS, d'ONU Femmes et de la Représentante spéciale, Pramila Patten, pour que ce qui a été promis sur le papier soit traduit en actes et devienne réalité.

La France souhaite que le comité de sanctions fasse plein usage des sanctions contre ceux qui commettent et commanditent des violences sexuelles. La coopération entre le panel d'experts, la MINUSS et le bureau de Pramila Patten est à cet égard indispensable.

Monsieur le Président,

La situation des enfants est également extrêmement préoccupante. Le rapport du Secrétaire général, sur ce sujet, nous rappelle que depuis 2014, plus de 600 enfants ont été victimes de violences sexuelles, et il ne s'agit que des violations vérifiées. Le nombre réel est sans doute bien plus élevé. Il faut agir et nous nous félicitons que la RSSGNU, Virginia Gamba, se soit rendue sur le terrain tout comme le groupe de travail sur les enfants dans les conflits armés, qui se penchera dans les prochains jours sur un projet de conclusions.

Monsieur le Président,

2 - Deuxième sujet majeur que je souhaite aborder aujourd'hui, l'accord de paix signé le 12 septembre. Il prévoit d'associer les femmes et les jeunes au processus de paix, ce qui est primordial, et qui sera, je l'espère, le gage de sa réussite.

La signature de cet accord est un développement encourageant que je tiens à saluer, ici, une nouvelle fois, au nom de la France. Mon pays souhaite que l'accord conclu permette d'avancer vers une paix durable et inclusive. C'est notre espoir, c'est aussi celui de millions de femmes et d'hommes sud-soudanais qui aspirent à la paix et à une vie meilleure. Nous ne voulons pas d'une paix de papier.

Monsieur le Président,

La période actuelle est cruciale pour la réussite de la paix. C'est maintenant qu'il faut créer de la confiance entre les parties, consolider le cessez-le-feu, susciter l'adhésion des populations, prendre les dispositions sécuritaires et institutionnelles indispensables à la mise en oeuvre de l'accord. Nous saluons à cet égard la tenue d'une première réunion du comité pré-transitionnel transitoire, les 21 et 22 octobre derniers, à Khartoum. Nous appelons les parties à poursuivre dans cette direction.

3 - Enfin, Monsieur le Président, troisième sujet, je souhaite dire un mot de la situation humanitaire au Soudan du Sud qui doit continuer de nous mobiliser. En effet, 7 millions de Sud-Soudanais ont toujours besoin d'une aide humanitaire, et près de la moitié de la population est en situation de malnutrition sévère. Les premiers signaux d'un impact positif de l'accord de paix en matière d'amélioration de la situation alimentaire et d'accès humanitaire sont encourageants : il est essentiel qu'ils s'inscrivent désormais dans la durée. Il est également crucial de tout faire pour protéger les personnels humanitaires, qui continuent à être la cible d'attaques, et de poursuivre nos efforts pour que ces crimes ne restent pas impunis. Vous pouvez compter sur l'engagement constant de la France sur ces sujets.

Je vous remercie./.